

# LA LETTRE ECO

**N°145**

**18 septembre 2015**

## **SOMMAIRE DE LA LETTRE N°145**

### **Le Coin des Epargnants**

- Le tableau économique et financier
- La hausse des taux attendra et les marchés avec
- Le pétrole toujours déprimé

### **Si vous étiez absent cette semaine...**

- L'OCDE révisé à la baisse
- Quand l'alignement des planètes n'amasse pas mousse

### **Le Coin de la Conjoncture**

- Les Européens ne sont pas si nuls que cela
- La Chine tombera-t-elle toute seule ?
- Perte de pouvoir d'achat pour les salariés

### **Le Coin des Tendances**

- La consommation excessive d'ordinateurs peut nuire aux résultats scolaires
- Objectif COP 21 : les investissements des entreprises françaises

### **L'agenda éco et les prévisions de la semaine**

**LE COIN DES EPARGNANTS**
**Le tableau financier de la semaine**

	<b>Résultats 18 sept. 2015</b>	<b>Evolution Sur 5 jours</b>	<b>Résultats 31 déc. 2014</b>
<b>CAC 40</b>	4 535	-0,28 %	4 272
<b>Dow Jones</b>	16 384	-0,29 %	17 823
<b>Nasdaq</b>	4 827	+0,10 %	4 777
<b>Daxx Allemand</b>	9 916	-2,05 %	9 805
<b>Footsie</b>	6 104	-0,22 %	6 566
<b>Stoxx 50</b>	3 157	-0,96 %	3 146
<b>Nikkei</b>	18 070	-1,06 %	17 450
<b>Taux de l'OAT France à 10 ans (taux BDF 17 sept.)</b>	1,0980	1,0310	0,8370 %
<b>Taux du Bund allemand à 10 ans (18 sept.)</b>	0,665	0,659 %	0,541 %
<b>Taux du Trésor US à 10 ans (18 sept.)</b>	2,157 %	2,190 %	2,17 %
<b>Cours de l'euro / dollars (18 sept.)</b>	1,1361	+0,27 %	1,2106
<b>Cours de l'once d'or en dollars premier fixing Londres (18 sept.)</b>	1 136	+2,68 %	1199
<b>Cours du baril de pétrole Brent en dollars (18 sept. à 17 H 30)</b>	47,581	-1,12 %	57,54

## **La hausse des taux attendra et les marchés avec**

La FED a préféré jouer la prudence en reportant la hausse des taux. Le ralentissement chinois, la récession du Brésil et les interrogations sur la force de la reprise américaine ont certainement incité à cette décision.

Les investisseurs qui avaient pronostiqué le statu quo l'ont mal digéré comme s'il était la preuve que tout ne tourne pas rond au sein de l'économie mondiale à moins qu'ils aient sur-réagi sur une possible augmentation en octobre. Il n'en demeure pas moins que les marchés demeureront nerveux dans les prochaines semaines compte tenu de l'ampleur des incertitudes. .

Les bourses ont donc plutôt mal réagi à la décision de la FED. Paris a perdu 2,56 % vendredi. Toutes les places européennes ont fortement reculé vendredi.

## **Le pétrole toujours déprimé**

La décision de la FED de retarder la hausse des taux ne peut que peser sur le cours du baril. En effet, cette décision semble dicter par les signaux négatifs en provenance des pays émergents qui sont, depuis des années, les pays qui contribuent à l'augmentation de la consommation. Néanmoins, il faut signaler que la production américaine commence à reculer avec la baisse forte des prix de ces dernières semaines. L'Arabie Saoudite commence par ailleurs à souffrir économiquement de la baisse des cours. Il n'en demeure pas moins que les autorités saoudiennes croient au bienfondé de leur politique. Elles pensent que les cours devraient se situer autour de 80 dollars d'ici 2020.

## **SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE**

### **L'OCDE révisé à la baisse la croissance française**

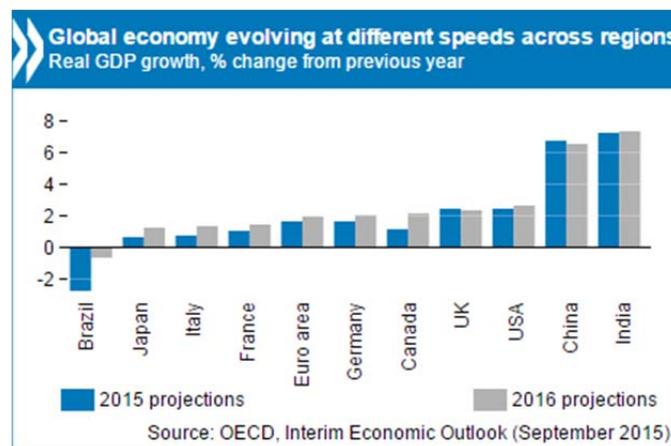
Selon l'OCDE, la croissance de l'économie mondiale serait moins forte que prévue en raison du ralentissement des émergents. L'OCDE a ainsi baissé ses prévisions de croissance mondiale à 3,0 % cette année puis à 3,6 % l'an prochain, alors qu'en juin elle attendait respectivement 3,1 % et 3,8 %. Le chef économiste de l'OCDE a souligné que « la reprise progresse dans les économies avancées mais les perspectives ont continué à se détériorer pour plusieurs économies émergentes ». Il s'inquiète des conséquences d'une remontée des taux américains et souhaite qu'elle soit progressive pour éviter des transferts trop importants de capitaux au détriment des émergents.

L'OCDE a réévalué la croissance américaine à 2,4 % contre 2 % en juin pour 2015. La consommation reste le principal moteur de l'économie américaine. La contribution du commerce extérieur est de plus en plus faible du fait de l'appréciation du dollar. Pour 2016, en revanche, elle prévoit une moindre croissance, 2,6 contre 2,8 %. Pour le Japon, la croissance devrait rester faible, 0,6 % en 2015 et 1,2 % en 2016.

L'OCDE a pris en compte la croissance moins forte qu'attendue en Chine et surtout une récession beaucoup plus sévère que prévue au Brésil. La croissance chinoise devrait ainsi être inférieure à 7 % tant en 2015 (6,7 %) qu'en 2016 (6,5 %). Le Brésil devrait enregistrer de son côté une contraction de son PIB de 2,7 % en 2015 et de 0,7 % en 2016.

L'Inde devrait passer en 2015 comme en 2016 devant la Chine en ce qui concerne le taux de croissance même s'il est légèrement révisé à la baisse par rapport à juin (-0,1 point).

Pour la France, l'organisation internationale a également revu ses prévisions à la baisse pour 2015 comme pour 2016. Le taux de croissance ne devrait pas dépasser 1 % et 1,4 % entre 2015 et 2016 contre respectivement 1,1 % et 1,7 %. Cette correction intervient alors que Paris a confirmé aujourd'hui une prévision plus optimiste pour 2016, de 1,5 % de croissance.

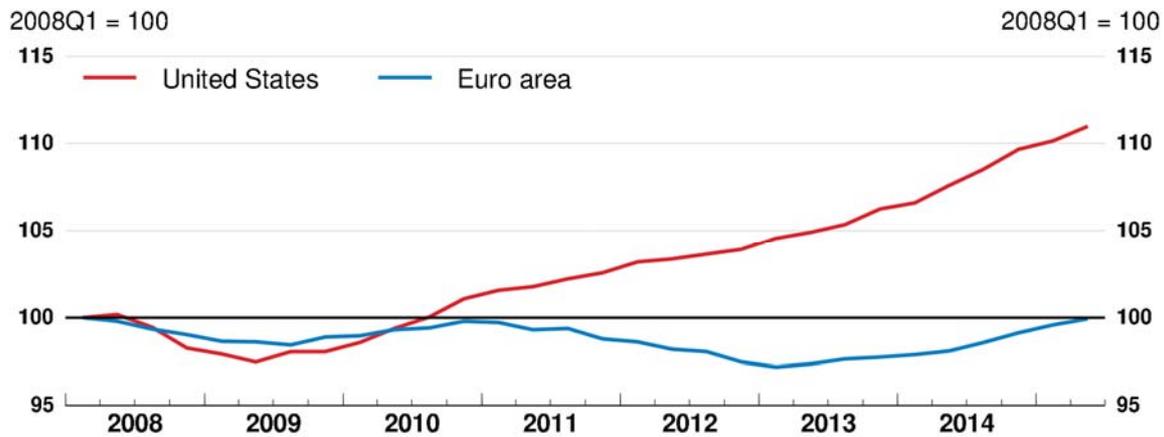


### Quand l'alignement des planètes n'amasse pas mousse

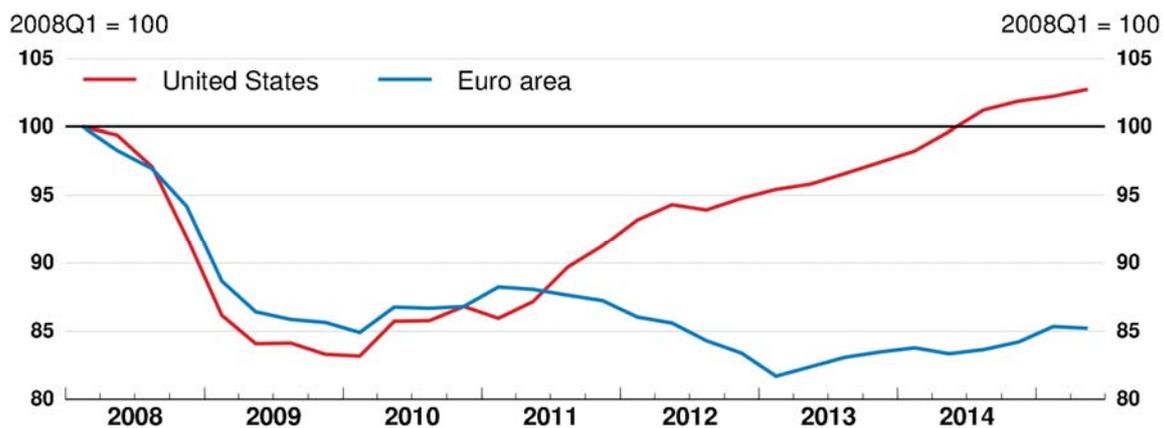
Au début de l'année, les experts économiques s'attendaient à ce que l'accumulation de facteurs positifs à savoir, baisse du prix du pétrole, dépréciation de l'euro et le faible niveau des taux d'intérêt, dope la croissance. Ce fameux alignement des planètes devait générer un surcroît de croissance de 1,7 point or, au trois quart de l'année, il apparaît que le gain ne serait que de 0,7 point pour la zone euro.

Cette faible réponse de l'économie européenne aux stimuli s'explique par le ralentissement de la Chine dont les importations stagnent voire diminuent. La stagnation du commerce internationale ne permet pas de tirer profit de la dépréciation de l'euro. L'atonie relative des pays membres de l'Union s'explique également par la persistance de crises aux marges de l'Europe, en Ukraine et au Moyen Orient. Elle est certainement liée à une plus faible intensité énergétique de la croissance. En effet, les pays européens sont avant tout des pays de services. Par ailleurs, les ménages, après des années de crise, ont décidé de maintenir un fort taux d'épargne. Enfin, malgré la baisse des taux d'intérêt, l'investissement éprouve les pires difficultés à rebondir en zone euro.

### Evolution de la consommation



### Evolution de l'investissement



## LE COIN DE LA CONJONCTURE

### Petit benchmark mondial pour nous prouver que nous ne sommes pas si ridicules que cela

Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, a publié une étude sur le poids de l'Union européenne par rapport aux grandes puissances économiques mondiales. Cette étude souligne que l'Union en tant que structure globale demeure une des principales puissances mondiales.

Au niveau démographique, 7 % de la population mondiale vit au sein de l'Union européenne. Avec 506 millions d'habitants en 2013, l'UE n'est dépassée que par la Chine (1 357 millions d'habitants, soit 19,1 % de la population mondiale) et par l'Inde (1 252 millions, soit 17,6 %). Les États-Unis disposent d'une population de 316 millions d'habitants représentant 4,4 % de la population mondiale. L'Indonésie pèse

250 millions d'habitants soit 3,5 % de la population mondiale et le Brésil possède 200 millions d'habitants soit 2,8 % de la population mondiale.

Les projections démographiques indiquent que la population mondiale pourrait augmenter de près de 3 milliards au cours des prochaines décennies, passant de 7,1 milliards d'habitants en 2013 à près de 10,0 milliards en 2060. A cette date, l'Inde devrait compter 1 644 millions d'habitants, soit 16,5 % de la population mondiale, la Chine 1 313 millions d'habitants, soit 13,2 % de la population mondiale. D'ici à 2060, la plupart des membres du G20 devraient voir diminuer leur part dans la population mondiale. Au total, la population de l'ensemble des membres du G20 ne devrait plus représenter qu'un peu plus de la moitié de la population mondiale en 2060 (52,3 %), contre près des deux tiers en 2013 (64,3 %). Le poids de l'UE dans la population mondiale devrait lui aussi diminuer à l'avenir en passant de 7,1 % en 2013 à 5,3 % en 2060.

L'Europe est entrée dans un cycle rapide de vieillissement de sa population. En 2012, l'espérance de vie à la naissance atteignait 80 ans dans l'UE. Parmi les pays du G20 non-membres de l'UE, l'espérance de vie était la plus élevée au Japon (84 ans), en Australie (83 ans), au Canada (82 ans) ainsi qu'en Corée du Sud (81 ans), et la plus faible en Afrique du Sud (59 ans), en Inde (66 ans), en Russie (69 ans) et en Indonésie (71 ans).

L'Union européenne se caractérise par un taux de dépendance des personnes âgées élevé, le deuxième plus élevé après le Japon. La dépendance des personnes âgées, mesurée comme le rapport entre le nombre de personnes âgées (65 ans et plus) et le nombre de personnes en âge de travailler (de 15 à 64 ans), était de 40,5 % au Japon en 2013, de 27,5 % au sein de l'UE (27,5 %), de 22,2 % au Canada, de 21,5 % en Australie et de 21 % aux États-Unis. D'ici à 2060, tous les membres du G20 devraient connaître une hausse considérable du rapport de dépendance des personnes âgées. Ce dernier devrait dépasser 70 % en Corée du Sud et au Japon (respectivement à 73,5 % et 73,3 %), où la structure de population serait alors de 7 personnes âgées pour 10 personnes en âge de travailler. Dans l'UE, le taux de dépendance des personnes âgées devrait presque doubler d'ici à 2060, passant de 27,5 % en 2013 à 50,2 %.

En rassemblant 7 % de la population mondiale, l'Union européenne produit le quart du PIB mondial (23,7 %). Elle dépasse les États-Unis (22,2 %), la Chine (12,1 %) et le Japon (6,5 %).

En 2014, les États-Unis et la Chine ont également été les deux principaux partenaires commerciaux de l'UE, comptant respectivement pour 15,3 % et 13,8 % du commerce total des marchandises extra-UE ainsi que pour 28,5 % et 4,1 % du commerce total de services extra-UE.

En ce qui concerne la recherche et le développement, la Corée du Sud (4,04 %), le Japon (3,39 %), les États-Unis (2,79 %) et l'Australie (2,39 %) affichaient des parts de dépenses de R&D par rapport au PIB supérieures à celle de l'UE (2,02%).

Pour ce qui est des finances publiques, le ratio le plus élevé en 2013 de la dette des administrations publiques par rapport au PIB a été relevé parmi les membres du G20 par le Japon (243,2 %), loin devant les États-Unis (104,2 %), le Canada (88,8 %) et l'UE (85,4 %). À l'opposé, les taux les plus faibles ont été enregistrés en Arabie saoudite (2,7 %), en Russie (13,9 %), en Indonésie (26,1 %) et en Australie (28,6 %).

Moins de 20 % de la population déclarante a utilisé internet en 2013 en Inde (15 %) et en Indonésie (16 %), contre plus de 80 % de la population concernée au Canada et au Japon (86 % chacun), en Corée du Sud (85 %), aux États-Unis (84 %) et en Australie (83 %). Dans l'UE, la part d'utilisateurs d'internet s'élevait à 77 %.

Dans les pays du G20 non-membres de l'UE, le nombre de voitures particulières par millier d'habitants variait, en 2013, de moins d'une pour dix personnes en Inde (20 ‰), en Indonésie (77 ‰) ainsi qu'en Chine (91 ‰) à plus d'une pour deux dans l'UE (567 ‰), au Japon (603 ‰), au Canada (635 ‰), en Australie (722 ‰) et aux États-Unis (790 ‰).

L'UE figure parmi les chefs de file du G20 en matière d'environnement et d'énergies renouvelables. En ce qui concerne l'environnement, l'UE a enregistré 7,4 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone par habitant en 2012. L'Australie (17,5 tonnes), les États-Unis (17,1), l'Arabie saoudite (17,0 en 2010), le Canada (15,8), la Corée du Sud (12,5), la Russie (11,6), le Japon (10,0) et l'Afrique du Sud (9,0 en 2010) ont tous généré plus d'émissions par habitant que l'UE.

Produisant 27,8 % de l'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et de déchets, l'UE figurait également parmi les membres du G20 affichant les meilleurs résultats en matière d'énergies renouvelables; seuls le Brésil (82,5 %) et le Canada (63,3 %) ayant des proportions plus élevées.

### **La Chine tombera-t-elle toute seule ?**

Le ralentissement de la Chine et des pays émergents génèrent une série de conséquences pour les autres pays. En effet, l'intégration économique et financière entraîne des réactions en chaîne. Les différents États ou zones économiques ne sont pas impactés de la même façon. Les principales victimes de la diminution de la croissance des pays émergents d'Asie sont les pays émergents d'Asie eux-mêmes, le Japon et la Russie ainsi que l'Australie. Arrivent ensuite, presque à égalité la zone euro et les États-Unis.

Le ralentissement des émergents qui s'accompagne d'une dépréciation de leur monnaie devrait peser sur les importations. Or, l'Europe exporte plus que les États-Unis et devrait être donc plus pénalisée. Le poids des émergents et de la Chine dans les exportations est, en effet, deux fois plus élevé dans la zone euro qu'aux États-Unis. Cette situation prévaut également pour les importations des pays producteurs d'énergie et de matières premières. Le recul de la croissance dans les pays émergents et en Chine a conduit à un recul de la consommation mondiale de matières premières et à un recul des prix des matières premières. L'Europe tire davantage profit que les États-Unis de cette baisse des cours d'autant plus que pour

ces derniers, la chute des coûts du pétrole induit une contraction de l'investissement du secteur de l'énergie.

La situation des pays d'Amérique Latine est assez contrastée. Le Brésil qui exporte beaucoup en Chine serait pénalisé. Les pays exportateurs de pétrole comme la Colombie ou le Venezuela sont impactés par la chute des cours du pétrole. L'Argentine ou le Chili peuvent tirer profit de la baisse des cours de l'énergie mais sont touchés par la diminution des prix des produits alimentaires ou de ceux des matières premières (cuivre par exemple). La perte de croissance est évaluée à un quart de point au Brésil à près de 0,75 point au Japon. Pour l'Europe, la croissance serait amputée en 2016 et 2017 de près de 0,3 point.

Au niveau financier, l'inversion des flux de capitaux profite davantage aux Etats-Unis. L'éventuel relèvement des taux d'intérêt et la bonne tenue de la croissance américaine entraînent des transferts de capitaux quand l'Europe pâtit de son manque d'unité et des tensions à ses frontières ainsi que du problème grec. Le marché « actions » est, dans ces conditions, sur moyenne période, mieux orienté aux Etats-Unis qu'en Europe.

### **Perte de pouvoir d'achat pour les salariés en 2013**

L'INSEE vient de publier les résultats définitifs de l'évolution des salaires en 2013. Ils soulignent que les salariés ont enregistré cette année-là une perte de pouvoir d'achat qui fait suite à celle de 2012. La suppression du dispositif d'exonération des heures supplémentaires a également contribué à la dégradation du pouvoir d'achat des salariés les plus modestes.

En 2013, les salariés du secteur privé ou d'une entreprise publique (hors apprentis et stagiaires) ont gagné en moyenne en équivalent temps plein 2 912 euros bruts par mois et 2 202 euros nets des prélèvements à la source). En euros courants, le salaire brut moyen augmente de 1,3 % par rapport à 2012 et le salaire net de 0,6 %, Cet écart entre rémunération brute et nette s'explique principalement par l'abrogation du dispositif d'exonération de cotisations salariales des heures supplémentaires dans le cadre de la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (TEPA). Cet écart est particulièrement prononcé pour les ouvriers, qui sont davantage concernés que les cadres et les professions intermédiaires par la prestation d'heures supplémentaires. Il s'explique aussi, mais dans une moindre mesure, par la hausse du taux de cotisations salariales pour la branche vieillesse au 1<sup>er</sup> janvier 2013 (+ 0,1 point).

En 2013, le salaire net moyen en euros courants progresse moins vite qu'en 2012 (+ 0,6 % après + 1,6 %). L'inflation baisse également : en 2013, les prix à la consommation ont augmenté, en moyenne, de 0,9 %, après + 2,0 % en 2012. De ce fait, en euros constants, le salaire net moyen diminue de 0,3 % en 2013, soit à peu près autant qu'en 2012 (- 0,4 %).

En euros constants, toutes catégories socioprofessionnelles confondues, le salaire net moyen baisse dans le tertiaire (- 0,6 %), mais progresse dans la construction (+ 0,5 %) et dans l'industrie (+ 0,4 %). Dans les services aux entreprises, dont relève

l'intérim, le salaire moyen recule de 0,4 %. Hors intérim, il diminue plus nettement (– 1,9 % en euros constants), comme chez les intérimaires (– 1,8 %) : en effet, la part des intérimaires, dont les salaires sont en moyenne plus faibles, recule en moyenne annuelle, ce qui soutient le salaire moyen de l'ensemble des services aux entreprises.

Les revalorisations du SMIC ont permis une progression des salaires des catégories les moins qualifiées. Le SMIC a été revalorisé de 2 % (dont 0,6 % de « coup de pouce ») au 1<sup>er</sup> juillet 2012, puis de 0,3 % au 1<sup>er</sup> janvier 2013. En moyenne annuelle, le SMIC a augmenté de 1,3 % en euros courants. Néanmoins, l'évolution du SMIC n'a pas compensé, pour les ouvriers notamment, les effets de l'abrogation de la loi TEPA.

En 2013, le salaire net moyen des ouvriers diminue de 0,3 % en euros constants (après – 0,4 % en 2012). Il baisse de 0,4 % pour les ouvriers non intérimaires et de 2,0 % pour les ouvriers intérimaires. Le salaire net moyen des ouvriers qualifiés diminue légèrement (– 0,2 %), tandis que celui des ouvriers non qualifiés est en net repli (– 1,3 %). La part des emplois ouvriers les moins qualifiés diminue cependant tendanciellement, ce qui freine la baisse du salaire moyen des ouvriers.

### **Les cadres ne sont pas à la fête**

En 2013, le salaire net moyen des cadres diminue davantage que celui des autres catégories (– 1,1 % en euros constants), et plus fortement qu'en 2012 (– 0,8 %). Contrairement à celui des autres catégories socioprofessionnelles, le salaire brut des cadres est également en baisse : il diminue de 0,5 % en euros constants. Ce recul peut s'expliquer en partie par l'évolution du volume d'heures supplémentaires (pour les cadres au forfait heure) et par celle des éléments variables de rémunération liés aux résultats de l'entreprise, comme les primes ou l'épargne salariale. Cette dernière est soumise au forfait social à la charge de l'employeur, dont le taux a augmenté de 8 % à 20 % en août 2012, modification qui joue pour la première fois en année pleine en 2013.

Le salaire net baisse cependant plus fortement que le salaire brut, du fait également de la fin des exonérations de cotisations salariales des heures supplémentaires et de la progression des autres cotisations salariales.

### **Le salaire médian baisse aussi**

Le salaire net médian qui partage les salariés en deux groupes d'effectifs égaux, est de 1 772 euros par mois. Il est inférieur de 19,5 % au salaire net moyen et baisse de 0,1 % en euros constants, soit un peu moins que le salaire moyen (– 0,3 %). Les baisses de salaire sont plus prononcées à la fois dans la moitié basse et tout en haut de l'échelle salariale.

Les 10 % de salariés les moins bien rémunérés perçoivent un salaire net mensuel inférieur à 1 200 euros. Ce 1<sup>er</sup> décile (D1) est en baisse de 0,6 % en euros constants par rapport à 2012 (– 0,3 % chez les femmes et – 0,9 % chez les hommes). Tous les

déciles de la moitié basse de l'échelle salariale reculent en euros constants. Ceux de la moitié haute restent stables, sauf le dernier qui recule de 0,2 %.

Les 10 % de salariés les mieux rémunérés perçoivent un salaire net mensuel supérieur à 3 544 euros (9<sup>ème</sup> décile). Les 1 % de salariés les mieux rémunérés perçoivent un salaire net mensuel supérieur à 8 061 euros (99<sup>ème</sup> centile). L'évolution du 99<sup>ème</sup> centile (- 0,5 % en euros constants) est négative pour les hommes (- 0,6 %), mais positive pour les femmes (+ 0,1 %).

Le rapport interdécile (D9/D1) entre les 9<sup>ème</sup> et 1<sup>er</sup> déciles de salaire progresse aussi légèrement (à environ 2,95). La part de masse salariale brute perçue par les 1 % des salariés les mieux rémunérés, un autre indicateur d'inégalité, continue de se replier légèrement en 2013. Elle atteint 6,1 %, après 6,2 % en 2012 et 6,3 % en 2011. Ce niveau est comparable à celui de 2004, mais reste supérieur à celui du milieu des années 1990.

En 2013, le salaire net moyen est stable pour les femmes tandis qu'il diminue pour les hommes (- 0,4 % en euros constants). À tous les niveaux de l'échelle salariale, les évolutions de salaire sont plus favorables aux femmes qu'aux hommes. Cela est dû tout d'abord à la hausse tendancielle de la part de cadres parmi les femmes salariées, ainsi qu'à une évolution du salaire moyen des femmes plus favorable que celle des hommes chez les employés et les cadres. Ainsi, entre 2012 et 2013, le salaire moyen des femmes employées augmente en euros constants (+ 0,2 %) alors qu'il stagne chez leurs homologues masculins. Le repli du salaire moyen des femmes cadres est nettement moins prononcé que celui des cadres hommes (- 0,6 % contre - 1,3 %). Pour les professions intermédiaires, les salaires diminuent de 0,2 % chez les femmes et de 0,3 % chez les hommes. Chez les ouvriers, en revanche, l'évolution des salaires en euros constants est plus favorable pour les hommes que pour les femmes (écart de 0,1 point au détriment de ces dernières).

Dans l'ensemble, l'écart salarial moyen entre femmes et hommes, en pourcentage du salaire des hommes, continue de baisser depuis 2008. Il diminue de 0,2 point entre 2012 et 2013, mais reste important. En 2013, une salariée gagne en moyenne, en EQTP, 19,0 % de moins que son homologue masculin. Cet écart varie de 8,0 % pour le 1<sup>er</sup> décile à 22,0 % pour le 9<sup>ème</sup> décile et 34,6 % pour le 99<sup>ème</sup> centile. Une partie de cet écart résulte d'effets de structure. À secteur d'activité, âge, catégorie socioprofessionnelle, condition d'emploi (temps complet, temps partiel) donnés, l'écart de salaire entre femmes et hommes diminue également entre 2012 et 2013 : il passe sous les 10 % (9,9 % en 2013).

## LE COIN DES TENDANCES

### **La consommation excessive d'ordinateurs peut nuire aux résultats scolaires**

En 2012, 96 % des élèves de 15 ans des pays de l'OCDE ont déclaré posséder un ordinateur à la maison, mais seuls 72 % ont déclaré en utiliser un à l'école.

Selon un rapport récent de l'OCDE, les élèves utilisant modérément les ordinateurs à l'école ont tendance à avoir des résultats scolaires légèrement meilleurs que ceux ne les utilisant que rarement. En revanche, les élèves utilisant très souvent les ordinateurs à l'école obtiennent des résultats bien inférieurs, même après contrôle de leurs caractéristiques sociodémographiques.

Le rapport souligne également que l'écart entre les élèves favorisés et défavorisés en compréhension de l'écrit électronique était très analogue aux différences de résultats à l'évaluation PISA traditionnelle de la compréhension de l'écrit, bien qu'une grande majorité d'élèves utilisent des ordinateurs, et ce quel que soit leur milieu d'origine. Ce constat laisse penser que pour réduire les inégalités en matière de compétences numériques, les pays doivent commencer par renforcer l'équité de leur système d'éducation.

Les meilleurs résultats ont été obtenus par les élèves de Singapour, de Corée, de Hong-Kong (Chine), du Japon, du Canada et de Shanghai (Chine). Ils correspondent étroitement aux résultats qui avaient été obtenus en 2012 à l'évaluation de la compréhension de l'écrit sur papier, ce qui semble indiquer que bon nombre des compétences utiles à la navigation en ligne peuvent également être enseignées et acquises au moyen de techniques de lecture analogiques classiques.

Les élèves de Corée et de Singapour obtiennent des résultats bien meilleurs en ligne que leurs pairs ayant des résultats similaires en compréhension de l'écrit sur papier dans d'autres pays, comme l'Australie, le Canada, les États-Unis, Hong-Kong (Chine) et le Japon. En revanche, les élèves de Pologne et de Shanghai (Chine), excellents en compréhension de l'écrit sur papier, réussissent moins bien à transférer leurs compétences de lecture sur papier à un environnement en ligne.

### **Objectif COP 21 : les investissements des entreprises françaises**

La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 21) se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015. Dans cette perspective, la Lettre Eco publiera une série d'articles sur le sujet.

En 2013, 40 % des établissements industriels français employant 20 salariés ou plus ont réalisé des investissements ou des études pour protéger l'environnement. Ils ont dépensé à cette fin 1,7 milliard d'euros. Les investissements représentent (84 % de ce total soit 1,4 milliard d'euros et les études 16 %.

Les montants investis sont stables par rapport à 2012, après une forte hausse l'année précédente.

Les secteurs à plus fort risque pour l'environnement dépensent sans surprise le plus. Deux secteurs en concentrent près de la moitié : l'énergie (463 millions d'euros) et la chimie (326 millions d'euros). Le secteur de l'énergie, et plus particulièrement celui de l'électricité, finance plus de la moitié des dépenses d'études réalisées dans les établissements industriels pour protéger l'environnement.

En 2013, 37 % des investissements antipollution visent à éviter ou à limiter les effets de l'activité sur la qualité de l'air (366 millions d'euros) ou les émissions de gaz à effet de serre (150 millions d'euros). Les autres dépenses importantes concernent les eaux usées, les sols et les déchets.

## AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

### Dimanche 20 septembre

Il faudra suivre avec attention **l'élection du Parlement grec** pour savoir si Alexis Tsipras peut se maintenir au pouvoir et dans quelles conditions. La Nouvelle Démocratie, le parti de droite, semble talonner le parti du Premier Ministre. Le danger viendrait d'une chambre ingouvernable débouchant sur une instabilité chronique.

### Lundi 21 septembre

En **Allemagne**, sera communiqué **l'indice des prix à la production** du mois d'août. Toujours, en Allemagne, sera publié **le rapport mensuel de la Bundesbank**.

Aux **Etats-Unis**, il faudra regarder **les ventes de maisons anciennes** du mois d'août.

### Mardi 22 septembre

Pour la **zone euro**, il faudra regarder **la confiance des consommateurs de septembre**.

Aux **Etats-Unis**, il faudra surveiller **l'indice manufacturier de la FED de Richmond** de septembre.

### Mercredi 23 septembre

La journée sera celle de la publication **des indices PMI de la société Markit**. Ils seront notamment publiés pour **la Chine, la France, l'Allemagne, la zone euro et les Etats-Unis**.

En **France**, l'INSEE publiera **les résultats détaillés du PIB** du 2<sup>ème</sup> trimestre.

### Jeudi 24 septembre

Au **Japon**, il faudra regarder **l'indice de la production** du mois de juillet.

En **Allemagne**, il sera important de suivre **la publication de l'indice GfK sur la confiance des consommateurs**. Seront également publiés **les indices IFO perspectives, climat des affaires et estimation courante** du mois de septembre.

En **France**, il faudra suivre **la publication de l'indice sur le climat des affaires** du mois de septembre.

Toujours en **France**, il faudra regarder **les enquêtes de conjoncture de l'INSEE** du mois de septembre et **le nombre de demandeurs d'emploi** pour le mois d'août.

En **Italie**, seront publiées **les ventes de détail et les ventes industrielles** du mois de juillet ainsi que **la balance commerciale** du mois d'août.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **les commandes de biens durables** ainsi que **les ventes de maisons neuves** du mois d'août. Sera également publié **l'indice d'activité manufacturière de la FED du Kansas**.

Au **Japon**, seront rendus publics **l'indice des prix du mois d'août et celui du mois de septembre pour Tokyo**.

### **Vendredi 25 septembre**

Pour la **zone euro**, seront connues **l'évolution de la masse monétaire M3** pour le mois d'août et celle des prêts privés.

**Aux Etats-Unis**, **l'indice PMI composite de Markit de septembre, l'indice PMI des services de Markit américains seront communiqués**. Sera également rendu public **l'indice de confiance des consommateurs Reuters / Michigan** du mois de septembre.

En **France**, il faudra suivre **l'enquête de septembre de conjoncture auprès des ménages** et les **ventes de logement** du mois d'août.

### **Dimanche 27 septembre**

**Elections parlementaires en Catalogne (Espagne).**



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : [www.lorelo.fr](http://www.lorelo.fr)

#### Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

#### Adresse de facturation

Nom -----  
Prénom -----  
Fonction: -----  
Organisme: -----  
Adresse: -----  
-----  
Code Postal -----Ville -----  
Pays  
Tél.: -----  
E-mail:-----

#### Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC